

LES TRAVAILLEURS DOIVENT ROMPRE AVEC LES JEUX POLITIQUES DES PARTIS BOURGEOIS

2014 est une nouvelle année électorale : les municipales en Mars, et les européennes au mois de mai. Dans ce contexte, on verra se répéter le scénario de l'opposition droite-gauche et plus précisément UMP-PS adapté aux terrains de ces élections. Les uns accuseront les autres de ne pas tenir leurs promesses et les seconds accuseront les premiers d'être les responsables des difficultés présentes. En marge de ces deux pôles, le Front de Gauche et le Front National tenteront d'exploiter le dégoût qu'inspire le spectacle archi-usé du faux affrontement droite gauche, pour s'attirer une partie des électeurs. Ils utiliseront pour cela des discours plus claquants pour flatter les révoltes qui montent et récolter les fruits électoraux de la désespérance des prolétaires désorientés. Le soir des élections, tout le monde prétendra avoir gagné ou résisté avec succès à la défaite. Quelques têtes s'effaceront, quelques autres apparaîtront. Mais la réalité restera la même, et il en est ainsi après toutes les élections qui se succèdent au fil des années, quel que soit leur niveau. Ensuite, quand les tréteaux du spectacle seront démontés et rangés en attendant les prochaines, **rien ne changera**. Mais les fondés de pouvoir politiques du capital pourront continuer à gérer les affaires de la bourgeoisie, avec la légitimité du choix « démocratique ». Dans son œuvre théorique L'ETAT ET LA REVOLUTION, Lénine démasquait déjà cette grande illusion électorale dans laquelle TOUS les partis intégrés au système politique républicain bourgeois attirent les exploités: « *Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques.* » Cette vérité apparaîtra ainsi de nouveau dans quelques mois, d'autant plus qu'un maire ne peut pas faire grand-chose pour résoudre les problèmes économiques et sociaux généraux de ses administrés (quel maire a pu empêcher la fermeture d'une entreprise dans sa commune ?) et que le parlement européen, comme tous les parlements, n'est qu'une chambre d'enregistrement des politiques tracées par les cercles restreints d'oligarques au service du capital financier. Bref, pour la classe ouvrière, il n'y a rien à attendre des élections, qu'elles soient municipales, européennes, législatives ou présidentielles.

Nombreux sont les travailleurs, militants ou pas, qui ont pris conscience de cette impasse de l'électoratisme. Elections ou pas en effet, avant et après, la réalité ne change pas.

Ces effets, tout travailleur les connaît : fermetures d'entreprises de production, restructurations dans les secteurs du commerce et des transports, emploi précarisé... avec les licenciements qui suivent et le chômage qui monte sans discontinuer, salaires et pensions bloqués ou en baisse, prestations sociales (chômage, sécu) diminuées, services publics utiles (école, santé publique, poste, transports) à la dérive... Augmentation des taxes, des impôts directs et indirects... Voilà la réalité quotidienne vécue par des millions de prolétaires. Tous les discours politiques n'y ont jamais rien changé et n'y changeront jamais rien (ou pas grand-chose et pas durablement). La raison, c'est que les causes qui engendrent les difficultés et la misère des prolétaires restent inchangées. Et les effets sont donc les mêmes.

ALORS, N'Y-A-T-IL RIEN A FAIRE ?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord connaître les causes profondes de la décrépitude, du pourrissement économique et social.

Après 30 années d'expansion post deuxième guerre mondiale, le système capitaliste impérialiste est entré à partir des années 1970 dans une crise économique générale dont les racines se trouvent dans les lois et les mécanismes de ce système lui-même : Recherche du profit le plus élevé possible en taux et en volume, baisse tendancielle des taux de profits due à la nécessité d'investir toujours plus pour faire face à la concurrence, distorsion entre les capacités de production et le marché solvable des marchandises.

Les pays constitutifs de ce système ont trouvé momentanément dans l'effondrement du COMECON (URSS et pays de l'Est) un espace providentiel pour exporter les capitaux en réalisant des taux de profit avantageux grâce aux coûts de main-d'œuvre bas. L'essor du capitalisme en Chine a étendu cette possibilité en ouvrant ses portes à l'afflux des capitaux occidentaux avides de plus value. Ces conditions favorables associées au développement du crédit à la consommation ont permis aux capitalistes occidentaux de retarder leur déclin économique.

Ce répit est aujourd'hui terminé. La Chine, la Russie et avec elles d'autres pays où le capitalisme s'est développé avec force, ont accumulé suffisamment de capital financier pour rivaliser avec les pays impérialistes occidentaux dans le partage du monde, de ses richesses naturelles et de ses marchés. La planète n'étant pas extensible à souhait, les capacités des moyens de production accumulés dans le monde ont atteint leur limite de développement capitaliste. La croissance est ralentie, voire même en recul et toutes les prévisions sont sceptiques sur les possibilités d'un nouvel essor.

Cette situation est au centre des difficultés des économies occidentales en concurrence entre elles et avec les nouveaux venus « émergents ». Comment garder le « droit » de piller les richesses naturelles des anciens empires coloniaux, comment conserver et étendre leurs marchés, comment en définitive, réaliser des rendements optima au capital en fabriquant et en vendant des marchandises ? Telles sont les questions que tous les Etats capitalistes-impérialistes doivent traiter, quelle que soit la couleur du pouvoir politique, de droite comme de gauche, chargé de gérer les affaires.

RELANCER LA CROISSANCE ! Voilà l'objectif proclamé de tous les partis politiques intégrés au système électoral bourgeois, PCF et Front de Gauche compris. Relancer la croissance, c'est-à-dire encourager et convaincre les capitalistes d'investir. Nous disons tous les partis, car si certains sont ouvertement au service du capital, aucun autre ne remet en cause l'existence du capital comme base de l'économie, et donc son pouvoir sur les politiques économiques.

Relancer la croissance, cela signifie du point de vue capitaliste que le rendement (taux de profit) du capital investi soit satisfaisant, cela suppose que les marchandises produites (quelle que soit leur nature) puissent être vendues sur le marché. C'est sur ces deux objectifs que les partis de gouvernement font semblant de se distinguer.

Traditionnellement, la droite soutient directement le capital. Elle inspire et applique toutes mesures visant à accroître l'exploitation du travail, Elle donne la priorité à l'offre (la production) sur la demande (le marché)

Tout aussi traditionnellement, la gauche social-démocrate privilégiait la demande en protégeant ou en améliorant le pouvoir d'achat en espérant entraîner l'offre, c'est-à-dire les activités de production.

Aujourd'hui, dans les conditions de la crise systémique générale, la bourgeoisie capitaliste a décidé de pressurer davantage encore le travail en écrasant les salaires et en se libérant des « charges » sociales. La ligne de partage entre le libéralisme de droite et le keynésianisme de gauche a disparu. Le gouvernement Hollande applique maintenant ouvertement la politique traditionnelle de la droite : celle du soutien financier au capital et de réduction des budgets sociaux qui sont du salaire différé : CICE, Pacte de responsabilité : 50 milliards d'euros perfusés au capital et soustraits aux besoins sociaux. En même temps le gouvernement organise la réduction des salaires par des décisions gouvernementales : blocage des salaires des fonctionnaires, accords de collaboration de classe comme l'ANI dans le secteur privé.

La nature et la fonction du PS, des Verts et autres gérants loyaux du système capitaliste éclate désormais au grand jour : ce sont des partis bourgeois au service du capital.

Face à cette évidence, nombreux sont les travailleurs et les militants qui placent leurs espoirs à la gauche de la gauche, c'est-à-dire principalement dans le Front de gauche et ses composantes. Les discours et les propositions de ce mouvement sont en effet plus radicaux, vont dans le sens de la révolte antigouvernementale. Nous comprenons que le Front de Gauche puisse apparaître comme une alternative auprès des militants remontés contre la politique pro-patronale du PS.

Pourtant, ce mouvement reste réformiste et n'apporte pas de solution crédible à la crise. Ses propositions n'ont en effet pour objectif que d'humaniser le système en contraignant les capitalistes à répartir d'une manière plus équitable les richesses produites par le contrat capital-travail.

Le problème, c'est que la crise du système capitaliste n'est pas réductible à un mauvais partage des richesses. La pauvreté, la sous-consommation, ne sont pas les causes de la crise, elles en sont la conséquence. Les causes sont dans la nature de ce système : la course au profit. Tout capitaliste, tout actionnaire est propriétaire de son capital et en dispose à son gré. Si investir dans l'activité économique produit de juteux profits à venir, il le fait. Quand les affaires vont bien, les prolétaires peuvent même recevoir quelques gratifications. Au contraire, quand un capitaliste estime que le rendement de ses investissements est incertain, il n'investit pas. C'est ainsi, et il ne peut en être autrement dans ce système. Il est impossible de sortir de la crise et de ses conséquences sous le capitalisme. Pour en sortir, il faut sortir du capitalisme. Il faut construire la société sur des bases nouvelles que constitue le mode de production socialiste.

Il faut d'abord enlever le pouvoir à la classe qui décide de tout dans la société capitaliste, la bourgeoisie. Cette classe doit être mise hors-jeu et éliminée en tant que catégorie économique. La propriété capitaliste doit être transférée en propriété de la classe qui crée les machines et les marchandises : la classe ouvrière. Sous la direction de la classe ouvrière et des organismes économiques de l'Etat ouvrier, l'économie produira non plus pour le profit de quelques-uns, mais pour satisfaire les besoins de toute la société et en premier lieu du peuple travailleur. Toutes les machines, tous les bras et tous les cerveaux fonctionneront alors à plein pour le bien de tous. Telle

est la société socialiste-communiste. Il faut pour cela que le prolétariat se constitue en parti et conquière le pouvoir d'Etat.

Une utopie, cette perspective ? L'Utopie c'est de croire qu'il est possible d'humaniser le capitalisme !

Au travers de leur expérience des luttes de classe, les ouvriers et tous les travailleurs, libérés de leurs illusions comprendrons que la bourgeoisie au pouvoir c'est la débâcle sociale et qu'ils c'est à eux d'exercer le pouvoir pour édifier une société débarrassée des maux du capitalisme, tout le reste n'est que mensonge et illusion !